



Centre de Gestion  
de la Fonction Publique  
Territoriale du Puy-de-Dôme

Envoyé en préfecture le 23/03/2020

Reçu en préfecture le 23/03/2020

Affiché le

Berger  
Levrault

ID : 063-286300140-20200323-AR\_2020\_146-AR

## Arrêté n° 2020-146

### Portant report des épreuves écrites, du jury d'admissibilité et des épreuves d'admission des concours externe, concours interne et troisième concours d'accès au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe

#### Session 2020

#### Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu le décret n° 94-163 du 16 février 1994 ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la Fonction Publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique,

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n° 2007-109 du 29 janvier 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints administratifs territoriaux de 1<sup>ère</sup> classe,

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la Fonction Publique française,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant modifications statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'accord régional de répartition d'organisation des concours et examens adopté par les Centres de gestion des douze départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes et figurant au calendrier 2020,

Vu l'arrêté n° 2019-263 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme en date du 12 septembre 2019 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2020,

Vu l'arrêté n° 2020-070 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme en date du 11 février 2020 modifiant la liste des membres du jury des concours et examens professionnels - session 2020,

Vu l'arrêté n°2020-071 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme en date du 12 février 2020 portant désignation du jury du concours externe, du concours interne et du troisième concours d'accès au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2020,

Vu l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19,

Vu le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,

Considérant les mesures gouvernementales relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19,

### **Arrête :**

#### **Article 1 :**

Les épreuves écrites des concours externe, interne et du troisième concours d'accès au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2020, organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy de Dôme sont reportées à une date qui sera communiquée ultérieurement.

#### **Article 2 :**

Le jury d'admissibilité des concours externe, interne et troisième concours d'accès au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2020, organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy de Dôme, est reporté à une date qui sera communiquée ultérieurement.

#### **Article 3 :**

Les épreuves d'admission des concours externe, interne et du troisième concours d'accès au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2020, organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy de Dôme, sont reportées à une date qui sera communiquée ultérieurement.

#### **Article 4 :**

La Directrice générale des services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme et sera transmis à la Préfète du Puy-de-Dôme et aux Présidents des Centres de gestion parties prenantes à l'organisation et publié par affichage.

Fait à Clermont-Ferrand, le **23 MAR. 2020**

**Le Président,**

**Tony BERNARD**  
Maire de Châteldon

Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la présente publicité, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Publié par affichage le :